

EXCELSIOR

Samedi
23
FÉVRIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. — Tél. : Cent. 30-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

9^e Année. — N^o 2.657. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON.

L'ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE WASHINGTON



LE DISCOURS DE M. SHARP LA CÉRÉMONIE DEVANT LA STATUE DU FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS LE DISCOURS DE M. PICHON
Hier matin 22 février, place d'Iéna, une cérémonie d'une grande simplicité s'est déroulée devant la statue de Washington, en présence des représentants de l'armée et de la marine des États-Unis. La colonie américaine célébrait l'anniversaire de la naissance du fondateur de la grande république. Après M. Sharp, ambassadeur des États-Unis en France, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a pris la parole au nom du gouvernement, pour commémorer cette date et glorifier l'armée et le peuple américains.

LE PREMIER INTERROGATOIRE DE M. CHARLES HUMBERT



HIER, LE SÉNATEUR DE LA MEUSE A ÉTÉ AMENÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS AU PALAIS DE JUSTICE COMME INCULPÉ
M. Charles Humbert a été interrogé hier, à 3 heures de l'après-midi, au Palais de Justice, par le lieutenant Bondoux, qui a ouvert en sa présence les scellés des documents saisis au Mesnil-Guillaume. Le sénateur de la Meuse est vu ici au moment où, quittant le taxi qui l'a amené de la Santé, il gravit les marches du Palais, entre les inspecteurs du camp retranché : Chaigneaux (à gauche) et Curnier (à droite), ceux-là mêmes qui procédèrent, au Mesnil-Guillaume, à l'arrestation de l'ex-directeur du "Journal".

LA BELGIQUE SOUS LE BAILLON NE PEUT CRIER SON INDIGNATION CONTRE LES MENSONGES ALLEMANDS

La lettre que nous publions ci-dessous émane d'une personnalité qui a tenu à honneur de rester en territoire envahi et qui s'est faite l'interprète de tous ses compatriotes.

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

LE HAVRE-SAINTE-ADRESSE, 22 février. — Voici une lettre émouvante que je tiens des mains mêmes d'un ministre du gouvernement belge et dont l'authenticité et l'origine sont, par conséquent, incontestables.

Ce message, écrit sur du papier pelure et daté du 26 janvier, émane d'une personnalité qui a tenu à honneur de rester en territoire envahi. C'est le cri de souffrance d'une victime, d'un patient, qui, lui-même, doit se taire et qui se sent l'interprète de ses compatriotes, soumis au même supplice du silence.

Au demeurant, voici ce pathétique document : « La proclamation par le soi-disant « Conseil des Flandres » de l'autonomie de la Flandre, avec les protestations qui en sont la suite, va sans doute entraîner pour la population et pour les autorités légitimes demeurées ici des souffrances nouvelles.

Ce n'est pourtant pas cette perspective, si douloureuse soit-elle, qui émeut la population, pourtant bien éprouvée. Elle sait que l'œuvre artificielle qui s'accomplit en ce moment ne pourra subsister. Ce qui l'alarme, ce qui lui cause une profonde souffrance, c'est l'équivoque systématiquement créée par les Allemands qui pourrait, dans l'esprit des autres nations dont elle partage l'idéal et les efforts, faire douter, peut-être, de sa dignité et de sa loyauté.

Malgré la proclamation d'une poignée d'incriminés, qui prétendent parler en son nom, la population belge n'a pas changé de sentiments. Elle n'a qu'une pensée qui l'humilie et l'angoisse : « Ne va-t-on pas croire au dehors, chez ceux avec qui nous nous battons, que les Belges abdiquent et partent avec l'ennemi ? tout au moins qu'une partie de la population flamande commet cette honteuse action ? »

Or, la population belge ne dispose d'aucun moyen pour faire entendre sa voix ; et si violente que soit son indignation, si évident que soit le mensonge par lequel on entend la déshonorer, elle ne peut rien dire. La liberté d'opinion n'existe que pour quelques hommes qui commentent le mensonge ; il n'y a pas d'autres journaux que ceux qui consentent à servir ces individus et à faire écho à ces manifestations. Au meeting organisé à Bruxelles pour célébrer l'indépendance des Flandres n'assistait qu'une poignée de comparses (un contrôle minutieux a chiffré 607 présences). Les journaux stipendiés parlent d'une manifestation de plus de 3.000 personnes. Et personne ne peut répondre ! Il faut se taire...

La proclamation du Conseil des Flandres a annoncé que celui-ci se soumettait à une « réélection ». Or, il n'a jamais été élu. Il s'est constitué naguère à la suite d'une réunion tenue dans une salle qui ne pouvait contenir plus de cinq cents personnes et convoquée on ne sait par qui ; c'est par les six cents personnes réunies dimanche 20 janvier que s'est faite cette soi-disant « réélection », au nom de l'agglomération bruxelloise, qui compte plus de 750.000 habitants ! Tout cela est connu ici. Mais on ne dispose d'aucun moyen de le dire. Il faut se taire !

Il faut laisser publier et afficher les plus criantes contre-vérités. Il y a trois mois, une affiche placardée à Gand, annonçant un meeting activiste, affirmait que le Comité National donnait aux Wallons une ration de pain double de celle donnée aux Flamands. C'était un abominable mensonge. Il a fallu se taire encore. Le Comité National, lui-même, calomnié, n'a pas le droit de répondre !

Il y a peu de temps, un arrêté allemand a interdit toute poursuite judiciaire et tout procès civil à l'occasion de publications, du moment qu'elles ont reçu le visa de la censure allemande. C'est le droit de calomnier assuré aux activistes et aux agents allemands. Il faut se taire !

Malgré toutes ces manœuvres empoisonnantes, l'opinion publique demeure fermement attachée à la cause belge et irrédigemment hostile aux activistes : les preuves flagrantes s'en accumulent sous nos yeux. Les réunions activistes n'ont pas de public ; leurs orateurs doivent souvent se faire protéger par la police allemande. Tout le monde le sait, et l'on doit se taire ! On ne peut pas crier à l'étranger qui reçoit la proclamation mensongère des activistes et les avis de leurs bureaux télégraphiques : « Ce n'est pas vrai ! »

On sait que, même parmi les autorités allemandes en Belgique, nombre se rendent compte de l'impossibilité et blâment la politique machiavélique poursuivie. On a l'impression que cette politique est destinée à tromper le peuple allemand lui-même. On voudrait crier à celui-ci que qu'il laisse faire est en contradiction avec la volonté qu'il a exprimée, dit-on, d'avoir la paix en respectant le droit des peuples à disposer de leurs destinées ; qu'en agissant ainsi, le peuple allemand va faire croire aux peuples de l'Entente qu'il ne pense pas ce qu'il dit et qu'il poursuit toujours un dessein d'oppression et de conquêtes ; qu'en laissant des personnages indignes maîtres d'usurper les droits d'un peuple et de lui prêter, alors qu'il est baïllonné, des intentions diamétralement opposées à sa volonté certaine, on rend à jamais impossible la

paix à laquelle l'Allemagne prétend aspirer. « Tout cela devrait être dit. Et personne en Belgique n'a le pouvoir de le dire. Il faut se taire toujours !... Il faut laisser se jouer l'audacieuse comédie. Au meeting de dimanche à Bruxelles, un orateur activiste a accablé de railleries et d'injures la population bruxelloise. C'était un aveu de l'hostilité de cette population, de ses conseils communaux et collégiés échevinaux. Alors on va essayer de museler ceux-ci.

Voici comment. Le Conseil provincial du Brabant n'est plus convoqué, et la députation permanente a donné sa démission ; les Conseils provinciaux élus en Belgique par le suffrage universel disent, on le sait, eux-mêmes, dans leur sein, les députés permanents. Or, au meeting de dimanche, on a annoncé simplement que le « Conseil des Flandres » avait désigné des conseillers provinciaux et des députés permanents ; on verra donc, un de ces jours, ces gens sans mandat se substituer aux mandataires réguliers et parler au nom de la population bruxelloise entièrement hostile à leur action. Et l'on ne pourra rien dire encore !

On s'imaginera alors, sans doute, en Allemagne et dans certains pays neutres, que Bruxelles s'est soumis. Et, ici, il faudra encore se taire !

La Belgique a souffert indécemment dans sa vie matérielle. Les Belges ont connu toutes les souffrances, mais ils n'en ont pas encore enduré de pire que celle qu'on leur inflige en ce moment : le silence imposé, l'interdiction de parler et de couvrir, de la clameur publique, les quelques voix qui traversent leur pensée.

Le mot libérateur et vengeur, ils ne peuvent le faire entendre. Eh bien ! cela est intolérable ! C'est un supplice à nul autre pareil ; le supplice de l'homme qui redoute d'être mal jugé par ses amis, qui se voit accusé de trahir son devoir, de désertir la cause commune, qui est étranger à la trahison, animé toujours de la même ferveur et qui ne peut pas crier la vérité !

La vérité, — oh ! je vous en supplie, tâchez de la faire parvenir à la grande presse étrangère ! la vérité c'est que toutes les manifestations du « Conseil des Flandres » constituent une sinistre farce.

La pièce a été montée par des hommes qui semblent être les instruments d'une clique échappant elle-même en partie au contrôle des autorités suprêmes du gouvernement allemand ; les deux régisseurs en sont un sculpteur, le comte Harrach, qui ignorait hier encore, tout de la Belgique, et un négociant anversois, d'origine allemande, nommé Ruelh. Ils sont aidés de quelques énergumènes sans autorité dans le mouvement flamand d'avant la guerre. Quelques-uns d'entre eux n'étaient même pas du tout connus dans les milieux flamandais. Les chefs authentiques du mouvement flamand ont repoussé avec indignation toutes les avances des Allemands et persistent dans cette attitude.

Le « Conseil des Flandres » est parfaitement conscient du caractère artificiel de son action ; il essaye de donner le change sans y parvenir ; ici, même parmi les Allemands vivant en Belgique personne n'est dupe !

Est-ce trop d'espérer que la presse des pays alliés fera écho aux rares lettres que nous parvenons si péniblement à faire passer au dehors et qu'elle prendra notre cause en main pour empêcher, — chose à laquelle nous tenons par-dessus tout au monde, — qu'on doute de la constance et de la ténacité du peuple belge ?... »

L'ANNIVERSAIRE DE WASHINGTON

Une fête franco-américaine a été célébrée hier à Paris avec un exceptionnel éclat

L'anniversaire de la naissance de George Washington a été célébré avec un particulier éclat, hier matin, à onze heures, au pied de la statue équestre du grand patriote, place d'Iéna. C'est la première fois que se produisit cette manifestation depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis. Une foule considérable y assista. Le président de la République s'était fait représenter par le lieutenant-colonel Renault. On remarquait dans l'assistance MM. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis ; Stéphane Pichon, ministre des Affaires étrangères, délégué par le gouvernement ; Raux, préfet de police ; William Martin, directeur du protocole ; le général Brugère ; de nombreux officiers de l'armée et de la marine des Etats-Unis ; des délégations de la Croix-Rouge américaine, de l'Y. M. C. A., etc., etc.

Les honneurs étaient rendus par des détachements de fusiliers marins et de troupes américaines. De magnifiques gerbes de fleurs envoyées par l'ambassade américaine et par le gouvernement français avaient été déposées auprès de la statue, ainsi qu'une superbe palme offerte par l'aviation américaine.

M. Sharp prit le premier la parole : « De même, dit-il, que j'arrive sur le sol américain de Rochambeau et de La Fayette, il y a un siècle et demi, soutint le courage des soldats de Washington, ainsi des descendants de nos aïeux viennent par milliers sur les rivages de France combattre pour la cause qui est devenue une cause commune : celle de la liberté et de l'humanité.

Et après avoir démontré que ni le temps ni la distance n'ont affaibli l'attachement des Etats-Unis à ses principes, l'orateur conclut en affirmant que l'Amérique n'a d'autre but dans la guerre actuelle que la réalisation des revendications si nettement formulées par le président Wilson. M. Stephen Pichon était chargé par le gouvernement d'apporter l'hommage de la France au fondateur de la grande république des Etats-Unis. Il le fit avec une vibrante éloquence.

L'ALLEMAGNE VOUDRAIT VASSALISER LA NATION ROUMAINE

Le général Averesco se rend à Bucarest pour sonder les intentions de l'ennemi.

M. de Kühlmann et le comte Czernin, se ravisant, sont partis pour Bucarest. Ils doivent y rencontrer le général Averesco, chef du gouvernement roumain. Celui-ci, autant que ses intentions peuvent être connues, voudrait avant tout connaître celles des représentants des deux Empires centraux. C'est un sondage qu'il se propose de faire. Au cas où les ministres d'Allemagne et d'Autriche formuleraient des exigences inacceptables, la Roumanie déclinerait la conversation.

Reste à savoir ce que demanderont M. de Kühlmann et le comte Czernin. D'après ce que l'on sait de leurs desseins, ils se montreraient assez conciliants pour tout ce qui concerne les questions politiques (par exemple le sort du roi et de la dynastie) et les questions territoriales (échange de la Dobroudja, accordée aux Bulgares, contre la Bessarabie).



GÉNÉRAL AVERESCO

Mais, quant aux questions économiques, l'Allemagne serait intraitable et elle entend droit faire de la Roumanie une colonie reléguée et assujettie au système du *Mittel Europa*. Il ne sera pas difficile au général Averesco de se rendre compte que, par un moyen détourné, les Allemands se proposent de mettre la Roumanie sous leur dépendance.

Les Polonais manifestent contre la cession de leurs territoires à l'Ukraine

BERNE, 22 février. — La grève générale a commencé à Varsovie le 14 février en protestation contre la cession de territoires polonais à la nouvelle république d'Ukraine. Toutes les boutiques sont fermées. La foule emplit les rues.

En représailles, les autorités militaires allemandes ont imposé à la ville une amende de 250.000 marks.

A Cholm et à Posen des services funèbres ont été célébrés dans les églises. Il y a eu de nombreuses démonstrations dans les rues.

Le projet sur les loyers reviendra jeudi au Sénat

La Commission conclut à l'adoption du texte voté par la Chambre

Le Sénat a adopté hier le projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques. M. Henry Chéron a déposé, d'autre part, un rapport sur le projet de loi qui vient de voter la Chambre relativement aux loyers. L'urgence ayant été déclarée, la discussion viendra à la prochaine séance, fixée à jeudi prochain.

Indiquons que, dans un esprit transactionnel, la commission sénatoriale conclut à la ratification pure et simple du texte voté par la Chambre.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost, président, avait annoncé le dépôt par M. Fabien Guesnon d'une demande d'interpellation sur les injustices et abus de pouvoir en matière de sursis et de permissions agricoles.

SITUATIONS

Brochure envoyée franco PIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris

PRISE DE JÉRICHÔ PAR L'ARMÉE DU GÉNÉRAL ALLENBY

Ce sont les troupes australiennes montées qui s'emparèrent de la ville le 21 février, à 8 h. 20 du matin.

LONDRES, 22 février. — (Communiqué officiel de Palestine). — Dans la matinée du 21 février, après une nuit sans incident, nos forces, opérant à l'est de Jérusalem, ont repris leur avance vers Jéricho. Nous n'avons rencontré qu'une faible résistance et, à 8 heures 20, les troupes montées australiennes sont entrées dans la ville et se sont établies plus tard sur la ligne du Jourdain et de Wadiouja. Le temps continue à être mauvais, il y a du brouillard et de fortes pluies. Dans le combat du 20 février, nos pertes ont été légères, 46 Turcs ont été faits prisonniers entre le 19 et le 20 février.

Au nord et au nord-ouest de Jérusalem, nos positions avancées ont été légèrement étendues et consolidées.

Le corps expéditionnaire du général Allenby qui est entré à Jérusalem le 9 décembre dernier vient de remporter un nouveau succès en s'emparant de Jéricho.

Depuis la prise de Jérusalem, les troupes anglaises n'avaient cessé de progresser vers le nord et le nord-ouest jusqu'à Sichem, de telle sorte que Jéricho, situé au nord-est, s'est trouvé à la fin complètement isolé.

L'ARMÉE ANGLAISE A CONFIANCE DANS NOTRE PAYS

Un officier supérieur de l'état-major britannique nous dit sa sympathie pour la France.

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

CALAIS, 22 février. — Je viens d'effectuer le voyage de Paris à Calais avec un officier supérieur de l'état-major britannique et, au cours d'une conversation à bâtons rompus, bien mieux que dans toute interview, j'ai pu voir ce qu'il y a dans l'armée anglaise de sympathie pour la France et de confiance en l'avenir.

Comme nous parlions du Paris que nous laissons derrière nous, mon voisin, trois fois chevronné, dit avec une émotion joyeuse dans la voix :

« Quelle population admirable ! Calme devant le reniement de la Russie ! Calme devant la menace de l'offensive allemande ! Calme devant le danger des gothas ! Paris ne cesse pas d'être lui-même, et voilà pour quoi je l'admire : il prépare des caves et il va au théâtre ; il sait que la guerre peut devenir ce soir plus violente et atteindre demain son paroxysme ; il lit tout ce qu'on écrit à ce sujet mais il s'intéresse aussi aux gestes d'un acteur, à la vie et aux toilettes d'une actrice, aux drames judiciaires, aux scandales politiques, à tout enfin. Il le fait avec une mesure qui vient de son discernement et non d'une passagère inaptitude à se passionner.

« Je crois bien que Paris nous a peu à peu transformés, après nous avoir surpris. On dirait qu'au contact nous avons gagné un peu de sa bonne humeur, de sa verve, et qu'il nous a pris, en échange, un peu de notre flegme. C'est bien possible, après tout. Nous passons chez vous si nombreux, et les échanges sont facilités par tant de mutuelle cordialité ! »

« Journaux en mains, mon interlocuteur, sans grandes phrases, sans gestes, se livre à un commentaire rapide des événements.

« Les déclarations de Lloyd George à la Chambre des Communes occupent un instant la conversation. Du cas de sir William Robertson, du discours de M. Asquith nous passons aux difficultés d'ordre politique, et sur ce sujet mon interlocuteur est aussi concis que confiant :

« Il y a des nuages qui n'empêchent pas le beau temps. Le baromètre politique n'est pas toujours au beau fixe, mais nous n'avons pas à nous plaindre, car il y est le plus souvent.

« Le gros nuage, c'est au-dessus de la Russie qui s'accumule après la capitulation des maximalistes, mais, là encore, il n'arrive rien qui n'ait été prévu, tout au moins par les plus clairvoyants.

« Si vous saviez combien peu nous sommes surpris sur les Russes ! Déjà dans les derniers temps du tsarisme nous regardions venir l'orage en « coups de mer » et nous avons fait nos efforts pour manœuvrer plus serré. De fait, nous n'avons pas été atteints mais retardés par la tempête. C'est le plus vilain temps que nous avons subi. Il aurait pu nous démolir, sinon nous jeter à la côte. Nous sommes plus solides que jamais !

« Croyez-vous à une offensive prochaine ?

« Tout le monde l'annonce. Nos ennemis passent leur temps à nous en menacer. Les prisonniers sont unanimes à la représenter comme imminente, mais je sais ce que valent les déclarations de prisonniers. Il en est qui ne sont autres que nos maîtres pour dire certaines choses. Ils vont jusqu'à indiquer les points où nous serons frappés. Je veux bien, ce ne dis pas : « Nous sommes prêts ! » le dis : « Nous n'attendons que nos sommets prêts ». Nos adversaires sont pressés. Nous pouvons attendre, mais nous serons bien plus contents si nous sommes obligés de commencer tout de suite. Nous sommes l'un devant l'autre comme deux boxeurs qui se regardent dans les yeux. Ils esquissent des coups de poing. Ils se sondent du regard et du geste. Chacun voudrait deviner les intentions de l'autre et le devancer en frappant un grand coup. Il y a trop longtemps que nous nous regardons ainsi.

« Nous traversons Amiens, devenu ville anglaise. Nous sommes seuls dans le compartiment vidé par le service du dining-car. Notre interlocuteur tire de son sac de cuir fauve une pile de sandwiches :

« En attendant, mangeons un peu. J'ai décidé de ne plus faire qu'un repas par jour jusqu'à la fin de la guerre... Je ne crois pas être entré dans une longue période de jeûne. — P. B.

PREMIÈRE ESCARMOLE A LA CHAMBRE SUR L'AFFAIRE BULOZ

M. Painlevé expose les tentatives pour faire aboutir commissions rogatoires

Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz.

Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.

« La discussion fut des plus calmes. M. Deschanel avait à peine relevé le texte de l'interpellation de Constant que M. Georges Clemenceau levait au banc du gouvernement :

« Il ne dépend pas de moi, dit-il, de l'interpellation dont les commissions rogatoires ont été envoyées.

« Nous avons eu hier, à la Chambre, une avant-première de l'interpellation d'Emile Constant sur l'affaire Buloz. Il s'agissait, nous l'avons dit, de la date de discussion. M. Clemenceau, du Conseil, se déclarait à la disposition de la Chambre, tout en faisant observer qu'il voyait pas bien l'utilité du débat. Constant demandait la fixation à 2 heures. Il obtint satisfaction après une remarque de M. Painlevé à qui il avait parlé de la Chambre n'a pas nos applaudissements.



qu'il livre aux Anglais la vallée du Jourdain, leur permet de couper les communications entre Damas, où les Turcs se maintiennent encore, et l'Arabie révoltée.

LES CONT... FOURNIS... JEAN

Les rentes q... honorables fou... l'inciter à n... stilité. Il y a... otisme, et p... tardait la l... discrétion... aurait voulu... aussi bien, on... préver million... une élégance... monie avec... château p... réves.

pour lui, à v... embarras ; car... grâces enjo... employait enver... confections l... de ses gran... mètre, pour sa... de faire au... rayons, de t... leur car... faire quelq... En point, tou... Ceci. Son exist... ne lui avait... instruire... ze ans, son c... cultiver son... d'aurait-il mieux... et, quant... l'ait qu'il fais... chant pour at... personne. Mais... temps de ses... éances nouvel... se devait d'... professeur.

« Les commen... d'abord, c... sentiment de d... connaître que... était point de... était placé en... faire », « je vou... profiter » et... lui étaient... français qu'o... genèse, avec... faire — pour... plus d'ignoranc... cette aggravati... cet Aragon. E... pour le réconf... analogue à cell... de la prose sans... faisait courram... de véritables fig... géométriques, des... tous choses... chaient pour l'... Et ce qui qu... dessin tout fut... d'élus du t... l'aimait à la... taux », pour le... en retrouvai... l'« escarole »,... saison des fraise... le jour où il d... demandait point... leur « dame »... le féminin de... fille est celui d... — Ce sont là... de la censure, de... la langue, et... des dont tém... manifestement... surplus, les ép... son mari.

« On ne te... faire des figure... rappelles je... l'« entends... Au jour d'ar... sont les femme... moi !... l'« n'achevait... disait tout. R... était étrange... pudric et hon... pas faire de br... soupe, ni s... séslette. Il ava... ter les rébus,... tambours, et... d'un ton poé... — Des vers... voulais !... A tant, M... trouve homme... qui avait quelq... — On donn... Bourgeois (c... l'Y conduir... corriger !... Au théâtre,... s'esclaffant... moquant très l... rien ça, les p... ché, le lende... réver ;... — La leçon... Dédou.

« Mais à son... — Connaiss... on, ce Bou... chambré M... Sur Rhône... effect la pié... — Eh bien... moi donc à... comme ça ! Je

« Les Esbliss... le mieux org... complaisance... Sures », Hanç.

« Les Esbliss... le mieux org... complaisance... Sures », Hanç.

« Les Esbliss... le mieux org... complaisance... Sures », Hanç.

LES CONTES D'EXCELSIOR
LE FOURNISSEUR-GENTILHOMME
PAR
JEAN REIBRACH

Les rentes que valaient à M. Deldon honorables fournitures de guerre auraient l'inciter à ne désirer point la fin des hostilités. Il y aspirait néanmoins, par patriotisme, et parce qu'aussi longtemps qu'il tardait la paix victorieuse une loutre de discrétion le retenait d'user comme il aurait voulu de sa fortune toute neuve. Mais, comme on s'était tant moqué des nouveaux riches, qu'il entendait, avant de devenir millionnaire, acquérir des allures d'élégance d'esprit qui fussent en harmonie avec l'appartement somptueux du château princier qu'habitait déjà après une impulsion à qui n'a pas manqué de lui, à vrai dire, là n'était point un point, car, s'il pouvait douter que les grâces enjolées que de leur maison employait envers les clients de leur maison ne fussent tout à fait dans le ton des grandes dames, il était bien sûr, pour sa part, que sa longue habitude de faire aux dames les honneurs de ses rayons, de prévenir leurs désirs et de leur caprices le mettait en état de faire quelque figure dans les salons. Un point, toutefois, lui causait un léger souci. Son existence remplie par les affaires, ne lui avait guère donné loisir, non de s'instruire — il avait, depuis l'âge de seize ans, son certificat d'études — mais de cultiver son savoir. Sans doute, s'entendait-il mieux que jamais à l'arithmétique, et, quant au style, les lettres d'affaires qu'il faisait taper à la machine ne lui faisaient-elles pas un peu de mal ? Mais peut-être avait-on, depuis son professeur, les commémorations sont arides ; et, d'abord, ce ne fut pas sans un vif sentiment de dépit que M. Deldon dut reconnaître que sa littérature commerciale n'était point de celles que les Académies se plaisent à encourager ; que « tant qu'à ça », « je vous observerai », « occasion de profiter » et maintes autres expressions qui lui étaient familières relevaient de la langue française qu'on attribue volontiers à la grammaire, avec — quoi qu'en dise la grammaire — pour marquer chez ce ruminant plus d'ignorance encore de notre langue, que d'aggravation qu'elle soit de Castille ou d'Aragon. Et il ne fallut pas moins, pour le reconforter, qu'une découverte analogue à celle de M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir et qui est qu'il faisait couramment, et sans l'avoir appris, de véritables figures de rhétorique : des métonymies, des tropes, des catachrèses : toutes choses dont les noms barbares étaient pour l'émerveiller davantage encore. Et ce qui l'encouragea bientôt par-dessus tout fut le plaisir d'écraser Mme Deldon d'une supériorité nouvelle. Déjà, il aimait à la reprendre pour « le cristallin », pour le « levier » de la cuisine ; il n'en trouva l'occasion à propos de « l'escarole », puis de « Ricard » à la saison des fraises. Il triompha tout à fait le jour où il lui put enseigner qu'on ne demandait point aux gens des nouvelles de leur « dame » ou de leur « demoiselle », le féminin de mari étant femme, comme fille est celui de fils.

Ce sont là, ajoutait-il avec condescendance, de ces petites choses que tout le monde ne sait pas !
A la longue, cependant, le peu de progrès dont témoignait Mme Deldon, qui, manifestement réfractaire, haussait, au surplus, les épaules, lassa la patience de son mari.
— On ne te demande pas, dit-il, de faire des figures de rhétorique ! Mais tu rappelles je ne sais plus quelle dame, que je t'entends d'ici dire dans ton salon : « Au jour d'aujourd'hui, c'est nous qui sommes les femmes du monde ! » Tandis que moi...
Il n'achevait pas. « Tandis que moi ! » disait tout. Rien plus du grand monde ne lui était étranger. Il connaissait la civilité polie et honnête, savait qu'il ne faut pas faire de bruit de lèvres en mangeant sa soupe, ni saucer son pain dans son assiette. Il avait appris de plus à déchiffrer les rébus, il s'essayait même aux calembours, et, du jour où il se fut rendu maître d'un logographe, il aspira à la poésie.
— Des vers ! Peuh ! J'en ferais si je voulais !
A tant, Mme Deldon s'inquiéta. Le pauvre homme perdait la tête. Un ami qu'il avait quelque lecture conseilla :
— On donne, à la Comédie-Française, des Bourgeois Gentilhomme. Tâchez donc d'y conduire. Il entendra là de quoi se corriger !
Au théâtre, M. Deldon prit grand plaisir, s'esclaffant aux bons endroits et se réjouissant très fort de M. Jourdain : c'était bien ça, les parvenus !
Et, le lendemain, comme il se montrait ému :
— La leçon a profité ! pensa Mme Deldon.
Mais à son professeur :
— Connaissez-vous, demanda M. Deldon, ce Bourgeois Gentilhomme, d'un nommé Molière ?
Sur réponse de celui-ci qu'il connaissait en effet la pièce :
— Eh bien ! dit M. Deldon, apprenez-moi donc à faire des petites machines comme ça ! Je paierai ce qu'il faudra !
Jean REIBRACH.

Le matin du 21, après un violent bombardement, des détachements ennemis ont attaqué quatre de nos postes avancés de la région de Kloostermolen. Nos feux d'artillerie et

de mitrailleuses les ont refoulés entièrement sans qu'ils aient pu aborder nos lignes.
Au cours de ces deux dernières journées, la lutte d'artillerie a été moyennement active.

Front italien
Lutte d'artillerie de peu d'intensité du Stelvio à l'Astico et plus vive sur quelques autres parties du front. Nos batteries ont exécuté des concentrations de feux sur des troupes ennemies dans les environs de Foza, sur les pentes nord-ouest du mont Grappa, et ont contre-battu énergiquement l'artillerie ennemie dans le secteur du val Frenzela (val Brenta).
L'adversaire a battu plus fréquemment les pentes sud-est du Montello. Des explorateurs ennemis ont été repoussés. Aux Graves, une patrouille anglaise a eu un engagement avec un groupe important de l'adversaire.
Sur la droite de la Piave, nos patrouilles s'étant avancées dans l'île de Polina ont ramené deux mitrailleuses ennemies.
Hier matin, des escadrilles aériennes anglaises ont bombardé le champ d'aviation ennemi au nord et au sud du chemin de fer Oderzo-Portogruaro.
Dans la journée, trois avions ennemis ont été abattus au cours de duels aériens : ils sont tombés respectivement près de Gallio, au nord d'Asiago, et à Motta di Livenza. Ce dernier a été abattu par un aviateur anglais.

Front de Macédoine
(21 février). — Faible activité d'artillerie. Aucune action d'infanterie.

Front français
14 HEURES. — Luites d'artillerie assez violentes sur l'ensemble du front, principalement dans les régions de la forêt de Pinon, Chevreux, Californie, Butte du Mesnil, Hartmannswillerkopf et La Doller.
Aucune action d'infanterie.
23 HEURES. — Aucun événement important à signaler sur l'ensemble du front.

Front britannique
13 HEURES. — Hier, à la tombée de la nuit, l'ennemi a fait un raid important sur deux de nos postes près de la voie ferrée Ypres-Roulers. Quelques-uns de nos hommes ont disparu.
Aucun autre événement important à signaler sur le reste du front britannique.
Hier, de bonne heure dans la matinée, l'ennemi a tenté un raid sur les postes occupés par les troupes belges, dans le secteur de Merckem. Il a été repoussé par le feu de l'artillerie et des mitrailleuses.
22 HEURES. — L'artillerie ennemie a manifesté quelque activité aux environs de la route Arras-Cambrai, à l'ouest de La Bassée et au nord-ouest d'Ypres.
Aucun autre événement à signaler.

Front belge
Le matin du 21, après un violent bombardement, des détachements ennemis ont attaqué quatre de nos postes avancés de la région de Kloostermolen. Nos feux d'artillerie et

de mitrailleuses les ont refoulés entièrement sans qu'ils aient pu aborder nos lignes.
Au cours de ces deux dernières journées, la lutte d'artillerie a été moyennement active.

Front italien
Lutte d'artillerie de peu d'intensité du Stelvio à l'Astico et plus vive sur quelques autres parties du front. Nos batteries ont exécuté des concentrations de feux sur des troupes ennemies dans les environs de Foza, sur les pentes nord-ouest du mont Grappa, et ont contre-battu énergiquement l'artillerie ennemie dans le secteur du val Frenzela (val Brenta).
L'adversaire a battu plus fréquemment les pentes sud-est du Montello. Des explorateurs ennemis ont été repoussés. Aux Graves, une patrouille anglaise a eu un engagement avec un groupe important de l'adversaire.
Sur la droite de la Piave, nos patrouilles s'étant avancées dans l'île de Polina ont ramené deux mitrailleuses ennemies.
Hier matin, des escadrilles aériennes anglaises ont bombardé le champ d'aviation ennemi au nord et au sud du chemin de fer Oderzo-Portogruaro.
Dans la journée, trois avions ennemis ont été abattus au cours de duels aériens : ils sont tombés respectivement près de Gallio, au nord d'Asiago, et à Motta di Livenza. Ce dernier a été abattu par un aviateur anglais.

Front de Macédoine
(21 février). — Faible activité d'artillerie. Aucune action d'infanterie.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES ALLEMANDS ONT ENCORE COULÉ UN VAPEUR ESPAGNOL

C'est le « Mare-Caspio », qui se rendait à New-York avec un chargement de liège.

MADRID, 22 février. — On a appris, hier, à Madrid, la perte du vapeur espagnol *Mare Caspio*, de 2.700 tonnes, coulé par un sous-marin à 200 milles environ de la côte, alors qu'il se rendait à New-York avec un chargement de liège.
Le torpillage, qui remonte à plusieurs jours, a été connu par des télégrammes de Cadix lancés hier à l'arrivée du transatlantique espagnol *Claudio Lopez*, qui a recueilli l'équipage du *Mare Caspio* presque aussitôt après qu'il eut quitté le navire.
Le *Claudio Lopez* fut à son tour arrêté par le sous-marin auteur de l'attentat, et le capitaine du transatlantique, qui avait dans sa cargaison un certain nombre de wagons destinés à la Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne, eut toutes les peines du monde à obtenir du commandant du sous-marin qu'il le laissât continuer sa route. Celui-ci voulait, en effet, couler le transatlantique comme portant du matériel destiné à une compagnie en partie française.

La conférence de Londres

LONDRES, 22 février. — M. Vandervelde a présidé la séance du matin de la conférence socialiste interalliée du travail. Il s'est exprimé en ces termes au sujet des événements de Russie :
— Au moment où la conférence socialiste interalliée se réunit, les journaux annoncent que toutes les forces de l'Allemagne impériale seront lancées contre Paris. Le même jour, nous apprenons que la révolution russe, écrasée sous le poids de ses propres misères et de ses propres erreurs, se résigne à signer la paix avec les Habsbourg et les Hohenzollern. Nous ne pouvons ignorer ce que les bolcheviks ont fait pour discréditer leur pays et le socialisme international, mais nous ne pouvons pas oublier non plus ce que la révolution russe a fait pour le socialisme et l'internationalisme. C'est une grande leçon. La démocratie commet une erreur irréparable en jetant ses armes avant que l'impérialisme ne soit vaincu.
Les dernières délégations étrangères sont arrivées aujourd'hui.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

Le dossier de Bolo transmis au conseil de révision

Le dossier de l'affaire Bolo a été transmis, hier après-midi, au conseil de révision. Ce n'est donc pas avant trois semaines que l'affaire pourra être utilement appelée à l'audience.

Les bijoux de M^{me} Caillaux

On sait que M. l'expert Doyen est chargé d'estimer les valeurs trouvées dans le coffre-fort de Florence. Il restait à évaluer également les bijoux saisis en même temps. A cet effet, le capitaine Bouchardon a commis M. Templier, président du syndicat de la bijouterie.
Hier matin, à 9 heures, M. Caillaux a été amené au cabinet du capitaine Bouchardon. Là, en sa présence et devant M. Templier et M. Priotel, commissaire du camp retranché de Paris, le paquet contenant les bijoux a été retiré du coffre-fort du capitaine et remis à M. Priotel.
Ces messieurs se sont alors rendus dans le cabinet de ce dernier. Les scellés ayant été vérifiés par M. Caillaux, le paquet a été ouvert et les bijoux, reconnus et inventoriés, ont été, pour estimation, remis à M. Templier.
Le capitaine Bouchardon, qui avait passé sa matinée à signer des commissions rogatoires, a recueilli dans l'après-midi la déposition de M. Périer, ancien directeur du *Figaro* et de *Gil Blas*.

Les scellés de M. Charles Humbert

Au cours des perquisitions opérées au château de Mesnil-Guillaume et boulevard Malesherbes, au domicile de M. Charles Humbert, on sait que de nombreux papiers et documents furent saisis et mis sous scellés.
Hier après-midi, en présence de M. Charles Humbert, le lieutenant Bondoux a procédé à l'ouverture des scellés et au classement de leur contenu.

L'affaire Comby

A la requête de Paul Comby, le lieutenant Jousselin a entendu hier, à titre de témoin.

LA MENACE SE DESSINE CONTRE PETROGRAD

Le conseil des commissaires du peuple déclare « la patrie socialiste en danger » et tente d'organiser immédiatement la résistance.

La marche des colonnes allemandes en Russie continue dans la direction générale de l'est, le long des principales routes et des voies ferrées.
Sur la côte d'Esthonie, Hapsal a été pris, ce qui met à la disposition de l'ennemi la voie ferrée de Reval.
Entre Riga et Petrograd, les Allemands ont dépassé Wolmar, sur la voie ferrée, et Ronneburg, sur la route qui à cet endroit diverge vers le sud pour rejoindre la voie ferrée à Pskov.
Au nord-est de Dvinsk, les troupes dont nous signalions avant-hier l'avance vers Riejzla sont entrées dans cette ville, à l'embranchement des voies ferrées de Petrograd, par Pskov, et de Moscou, et ont poussé à une vingtaine de kilomètres plus loin jusqu'à Lioujine, dans cette dernière direction.

Entre Dvinsk et le Pripet, Minsk, qui vient d'être occupé, se trouve aussi à l'embranchement de deux voies ferrées dont l'une aboutit à Moscou et l'autre à Kief.
Enfin, tout près de la frontière de Galicie, des troupes allemandes et austro-allemandes sont en marche vers Dubno, qui formait avec Loutsk et Rovno, déjà au pouvoir de l'ennemi, le système défensif connu sous le nom de « triangle de Volhynie ».
Ainsi l'intention de l'ennemi apparaît bien nettement : il s'agit pour lui d'occuper toutes les voies de communication qui lui permettent de progresser vers les centres de la Russie et de l'Ukraine. Cette progression, comme nous l'avions fait prévoir, est assez lente, mais uniforme et continue. Elle tient le peuple russe et ses maîtres actuels sous une menace trop avantageuse à l'ennemi pour que celui-ci songe encore à l'atténuer. C'est pourquoi le gouvernement allemand fera son possible pour ne pas reprendre les négociations ou pour en différer la reprise sous tous les prétextes.
Jean VILLARS.

Les commissaires du peuple lancent un appel pour organiser la défense de la Russie

PETROGRAD, 22 février. — Les commissaires du peuple lancent un appel en vue d'organiser la défense de la révolution contre l'Allemagne.

Après avoir proclamé la patrie socialiste en danger, l'appel s'exprime ainsi :
« Le militarisme allemand veut étouffer la classe ouvrière, rendre la terre aux propriétaires, les fabriques et les usines aux banquiers et le pouvoir à la monarchie. Les généraux allemands veulent rétablir l'ancien état de choses à Petrograd et à Kief.
« Le devoir des soldats, des ouvriers et des paysans russes est la défense à outrance de la République des Soviets contre les masses bourgeoises et impérialistes de l'Allemagne.
« Le Conseil des commissaires du peuple ordonne que :
1° Toutes les forces du pays doivent être entièrement consacrées à la défense de la Révolution ;
2° Tous les Soviets et organisations révolutionnaires doivent participer à la défense de chaque position jusqu'à la dernière goutte de sang ;
3° L'administration des chemins de fer et les Soviets locaux sont obligés dans toute la plénitude de leur pouvoir de contre-carrer toutes les tentatives de l'ennemi pour tirer parti du matériel et des voies de communication. Dans le mouvement de retraite, détruire les voies, faire sauter ou brûler les constructions et les chemins de fer. Tout le matériel, les wagons, les locomotives doivent être envoyés sans retard dans l'Est et à l'intérieur du pays ;
4° Le blé et, en général, toutes les provisions de vivres placés sur le même rang que les objets précieux et en danger de tomber dans les mains ennemies doivent être détruits. L'exécution de ces mesures incombe aux Soviets locaux. La responsabilité en retombe sur leurs représentants ;
5° Les ouvriers et les paysans de Petrograd, Kief, toutes les villes et villages sur la ligne du nouveau front doivent lever des contingents pour creuser des tranchées sous la direction des socialistes militaires.
6° Dans ces contingents doivent entrer

UN DIRIGEABLE A EXPLOSE PRÈS DU CAP DE LA HÈVE

Le commandant Fleury qui le pilotait a été tué sur le coup avec l'employé de la T. S. F.

L'un de nos dirigeables, qui explosait mercredi matin la Manche au large de Sainte-Adresse, eut un accident de gouvernail.
Le commandant Fleury, qui le pilotait, n'étant plus maître de sa manœuvre, s'efforça de diriger l'appareil vers la côte ; mais, comme le dirigeable se maintenait à une faible hauteur, il alla, poussé par le vent, se heurter contre les falaises de la Hève.
Une formidable explosion se produisit. Le commandant Fleury, ainsi que l'employé de la T. S. F. furent tués sur le coup. Le quartier-maître, précipité à terre, eut le bras droit fracturé.
Par suite du choc, des bombes qui se trouvaient dans le dirigeable éclatèrent, blessant plusieurs personnes qui s'étaient portées au secours des hommes qui le montaient.
Les pompiers, prévenus, se rendirent aussitôt sur les lieux afin de procéder à l'extinction de l'incendie de l'appareil qui, malheureusement, est entièrement détruit.

Un débat à la Chambre sur la chaussure nationale

M. Clémentel, ministre du Commerce, a répondu hier, à la Chambre, à une interpellation de M. Giray sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour intensifier la production de la chaussure nationale.
Très écouté comme à l'ordinaire, M. Clémentel déclara qu'il avait trouvé chez des fabricants — pas chez tous, dit-il — beaucoup de dévouement. Il reconnut que les concours de l'intendance lui avaient été précieux et soutint que la fabrication était parfaite.
Le ministre indiqua qu'il s'efforçait de trouver pour le public et les détaillants une solution qu'il voyait dans l'augmentation de la production, vers laquelle tendent tous ses efforts. Le vote d'un ordre du jour de confiance vint clore la discussion. Séance mardi.

M. Caillaux est souffrant

Dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Caillaux a été pris de vomissements qui l'ont presque complètement privé de sommeil.
Cependant l'ancien président du Conseil se leva, vendredi, à l'heure habituelle, et, ainsi que nous le disons d'autre part, il fut conduit dans la matinée au Palais de Justice.
Mais les vomissements ayant repris quelques instants après le déjeuner, M. Caillaux passa presque tout l'après-midi étendu sur le lit de sa cellule.
Aussi le directeur de la prison manda-t-il un médecin qui examina le malade.

Un sous-marin français n'a pas rejoint sa base

(OFFICIEL). — Le sous-marin Bernoulli, parti en croisière, il y a quelques jours, n'est pas rentré à sa base.
Construit d'après les plans de l'ingénieur Laubeuf, le sousmersible Bernoulli déplaçait 450 tonnes et avait 54 mètres de longueur.

10 avions allemands abattus par les Anglais

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Le temps s'est amélioré le 21, et nos pilotes ont pu, toute la journée, accomplir leur tâche.

L'examen des documents de l'affaire Bolo

La sous-commission des faits de guerre de la commission de l'armée a examiné hier les pièces constituant les dossiers diplomatique, militaire et administratif de l'affaire Bolo, mis à la disposition de la commission de l'armée par M. Clemenceau, ministre de la Guerre.

Le texte officiel de la capitulation est arrivé à Berlin

BALE, 22 février. — On mande de Berlin en date du 22 :
« Un courrier russe qui a passé avant-hier les lignes allemandes est arrivé hier à Berlin où il a remis les propositions de paix du gouvernement de Petrograd. »

Une escadre allemande se dirige vers Reval

LONDRES, 22 février. — On mande de Petrograd, 20 février, au *Daily Express* :
« On apprend qu'une escadre allemande, composée de quarante-cinq navires, se dirige vers Reval, et que des troupes ont été débarquées sur la côte. »
Les Allemands tenteront probablement une descente en Finlande pour mettre fin à l'anarchie. »

Grâce à la Suède, le calme va naître aux îles d'Aland

STOCKHOLM, 22 février. — Officiel. — Par l'intermédiaire de la Suède, un accord a été conclu entre la garde blanche et les Russes au sujet des îles d'Aland ainsi qu'entre les Russes et la population des îles d'Aland, relativement à l'évacuation du groupe d'îles !

Le commandant Fleury qui le pilotait a été tué sur le coup avec l'employé de la T. S. F.

L'un de nos dirigeables, qui explosait mercredi matin la Manche au large de Sainte-Adresse, eut un accident de gouvernail.
Le commandant Fleury, qui le pilotait, n'étant plus maître de sa manœuvre, s'efforça de diriger l'appareil vers la côte ; mais, comme le dirigeable se maintenait à une faible hauteur, il alla, poussé par le vent, se heurter contre les falaises de la Hève.
Une formidable explosion se produisit. Le commandant Fleury, ainsi que l'employé de la T. S. F. furent tués sur le coup. Le quartier-maître, précipité à terre, eut le bras droit fracturé.
Par suite du choc, des bombes qui se trouvaient dans le dirigeable éclatèrent, blessant plusieurs personnes qui s'étaient portées au secours des hommes qui le montaient.
Les pompiers, prévenus, se rendirent aussitôt sur les lieux afin de procéder à l'extinction de l'incendie de l'appareil qui, malheureusement, est entièrement détruit.

Bourse de Paris, 22 Février 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 1/2 % ann libéré	87 75	87 50	100 %	118 25	118 50
5 1/2 % libéré	87 75	87 50	100 %	118 25	118 50
5 1/2 % amort.	71 10	71 40	100 %	118 25	118 50
3 %	57 50	57 50	100 %	118 25	118 50
3 1/2 %	89 50	89 50	100 %	118 25	118 50
Tunis 1885	390	390	100 %	118 25	118 50
Algérie 1885	383	383	100 %	118 25	118 50
Afrique Occident.	557 50	557 50	100 %	118 25	118 50
1871	374	371	100 %	118 25	118 50
1875	207 50	208	100 %	118 25	118 50
1880	320 50	325 50	100 %	118 25	118 50
1888	305 50	305 50	100 %	118 25	118 50
1910 4 %	289	289 50	100 %	118 25	118 50
1912	252 50	252	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	503 25	503	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	45 50	46	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	40	40	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	42 80	42	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	55 90	56	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	118 25	118 50	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	64	63 50	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	409	410	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	500	499	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	86 50	87	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	5250	5250	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	763	763	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	1090	1085	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	448	448 25	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	1310	1312	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	336	336	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	202	201	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	494	495	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	329	329	100 %	118 25	118 50
1917 3 1/2 %	357	359	100 %	118 25	118 50

MARCHE EN BANQUE

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
Madrid	340	335
Barcelone	379	379
De Beers	365	364 1/2
East Rand	12	11 75
Rand Mines	77	77

COURS DES CHANCES

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
London	27 1/2	27 1/2
Paris	659 1/2	659 1/2
Holland	252 1/2	252 1/2
Italy	64 1/2	64 1/2
Spain	567 1/2	567 1/2
Portugal	127 1/2	127 1/2
Swiss	180 1/2	180 1/2
Southern	184 1/2	184 1/2
Norwegian	173 1/2	173 1/2

METEAUX A LONDRES

La tonne de 1.016 kilos. Cuivre Chili, disponible, 110 ; livrable 3 mois, 110 ; Electrolytique, 123 ; Etain, comptant, 313 ; livrable 3 mois, 311 ; Plomb anglais, 29 1/2 ; Zinc, comptant, 51.

BÉNÉDICTINE TONIQUE — DIGESTIVE

« La Grande Liqueur Française »

42 BELES SUSPENSIONS ELECTRIQUES en cuivre, forme de vase, avec chaînes assorties, à vendre. Ecrire : M. SEGRET, 20, rue d'Enghien.

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU les mieux organisés pour apprendre Sténo, Comptabilité, etc. — Paris, 96, Rue de Rivoli. — Nancy, Bordeaux, Marseille. — Prog. gratuit.

